

## 17 Sociétés d'assurance

**E**n 2018, la production de services des **sociétés d'assurance** baisse légèrement (-0,2 % en valeur après une hausse de 2,0 % en 2017). La hausse de la production des « autres activités » (+ 3,9 %) et de l'assurance dommages (+ 2,0 %) est plus que compensée par la baisse de la production d'assurance-vie et de réassurance (respectivement - 3,5 % et - 5,5 %).

La situation de l'assurance-vie est assez paradoxale : dans un contexte de taux d'intérêts historiquement bas auquel il faut ajouter la chute du cours des actions en fin d'année, la collecte nette est de nouveau dynamique en 2018 (+ 21,1 milliards après + 8,9 milliards en 2017). Elle est redevenue positive pour les supports euros alors que les taux de rendement sont identiques à 2017 (1,8 %) et grevés par davantage d'inflation ; ils restent toutefois plus rémunérateurs que d'autres produits d'épargne classiques (Livret A à 0,75 %). La collecte reste toujours aussi bien orientée pour les supports unités de compte alors même que la baisse des cours de la bourse a pesé sur les taux de rendements (- 8,9 %). Les marges sur primes des assureurs ne sont pas orientées favorablement dans la mesure où les assureurs ont dû reconstituer le niveau de leurs réserves obligatoires, en particulier sur support euros, mises à mal par les faibles collectes enregistrées sur les années antérieures. Finalement, la production d'assurance-vie baisse de 0,7 milliard d'euros.

En 2018, selon la Fédération française de l'assurance, les cotisations d'assurance de biens et de responsabilité progressent de 2,9 %, à un rythme plus élevé que les charges de prestations équivalentes (+ 2,4 %). Par ailleurs, le solde primes nettes d'assurances

dommages moins indemnités s'améliore : l'année 2018 n'a pas connu autant d'aléas climatiques que 2017 (inondations, ouragan Irma, etc.) ce qui joue à la baisse sur le risque catastrophes naturelles ; toutefois, le coût de l'indemnisation des sinistres automobiles est chaque année plus élevé même si leur nombre diminue. Les cotisations et les prestations en assurance maladie et accidents corporels restent pour leur part orientées à la hausse (respectivement + 5,6 % et + 6,4 %). Au final, la production d'assurance dommages augmente de 2,0 %.

En 2018, les consommations intermédiaires des sociétés d'assurance, pour l'essentiel des commissions de courtage et de réassurance, baissent de 1,0 % après s'être fortement appréciées en 2017 (+ 6,5 %). La valeur ajoutée des sociétés d'assurance rebondit ainsi de 0,4 milliard d'euros après avoir reculé de 2,0 milliards en 2017. Les salaires et cotisations versés progressent de 2,6 %.

Les revenus de la propriété perçus par les assureurs (intérêts, revenus tirés des fonds d'investissement et dividendes) baissent pour la troisième année consécutive (- 0,8 milliard d'euros après - 0,5 milliard en 2017). Dans un contexte de taux d'intérêt toujours aussi bas, la baisse est principalement imputable aux intérêts reçus (- 1,5 milliard d'euros), qui proviennent pour l'essentiel d'obligations souveraines. Les revenus de la propriété attribués aux assurés diminuent également, dans des proportions similaires (- 1,0 milliard d'euros).

En définitive, le secteur de l'assurance améliore légèrement son besoin de financement qui s'élève à - 1,9 milliard d'euros en 2018 (après - 2,4 milliards en 2017). ■

### Définitions

**Secteur des sociétés d'assurance** : regroupe toutes les sociétés, hors organismes de sécurité sociale, dont les activités recouvrent la protection contre divers risques (décès, invalidité, santé, dommages corporels, dommages aux biens, etc.), la constitution d'une épargne (assurance-vie) ainsi que la réassurance. En comptabilité nationale, le service produit par les sociétés d'assurance est mesuré comme la somme des primes (ou cotisations) et des revenus de placement des réserves, diminuée des indemnités attendues ou des prestations dues (voir *annexe Glossaire*).

## 1. Compte non financier des sociétés d'assurance

		2013	2014	2015	2016	2017	2018	Évolution 2018/2017 (en %)
		(en milliards d'euros)						
<b>Production</b>	<b>a</b>	<b>62,2</b>	<b>64,3</b>	<b>68,5</b>	<b>67,5</b>	<b>68,8</b>	<b>68,7</b>	<b>-0,2</b>
Assurance-vie	a1	17,3	16,3	18,6	19,6	19,2	18,6	-3,5
Assurance dommages	a2	34,1	34,3	34,7	34,4	35,2	35,9	2,0
Réassurance	a3	4,5	7,2	7,8	6,3	7,6	7,2	-5,5
Autres activités (logement, auxiliaires financiers, informatique)	a4	6,2	6,6	7,5	7,2	6,9	7,1	3,9
<b>Consommation intermédiaire</b>	<b>b</b>	<b>46,6</b>	<b>50,1</b>	<b>52,8</b>	<b>52,2</b>	<b>55,6</b>	<b>55,0</b>	<b>-1,0</b>
<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>c = a - b</b>	<b>15,6</b>	<b>14,2</b>	<b>15,8</b>	<b>15,3</b>	<b>13,3</b>	<b>13,7</b>	<b>3,2</b>
Salaires et cotisations sociales (y compris imputées)	d1	9,5	9,7	10,0	10,1	10,3	10,6	2,6
Impôts liés à la production - subventions d'exploitation	d2	1,4	1,2	1,2	1,5	1,4	1,4	5,7
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>e = c - d1 - d2</b>	<b>4,6</b>	<b>3,2</b>	<b>4,5</b>	<b>3,7</b>	<b>1,6</b>	<b>1,7</b>	<b>4,9</b>
Intérêts reçus	f	47,7	47,6	48,0	42,7	41,7	40,2	-3,6
Dividendes reçus	g	4,0	4,5	4,0	3,4	3,0	3,2	5,4
Revenus de la propriété attribués aux assurés reçus	h	3,0	3,5	3,5	2,9	3,0	2,9	-1,9
Revenus attribués aux détenteurs de parts de fonds d'investissements reçus	i	9,0	9,3	9,8	8,9	9,7	10,3	6,0
Intérêts versés	j	2,7	2,7	2,8	2,4	2,4	2,4	-4,0
Dividendes versés	k	6,2	7,1	5,2	5,5	6,6	7,0	6,8
Revenus de la propriété attribués aux assurés versés	l	51,5	50,1	48,8	43,6	43,3	42,3	-2,3
Bénéfices réinvestis d'investissements directs à l'étranger (nets)	m	-0,2	0,3	0,0	0,2	0,2	0,2	0,0
<b>Solde des revenus primaires</b>	<b>n</b>	<b>7,7</b>	<b>8,3</b>	<b>13,0</b>	<b>10,4</b>	<b>6,9</b>	<b>6,8</b>	<b>-1,6</b>
Impôts courants	o	4,3	4,8	5,6	4,6	5,6	5,5	-2,2
Cotisations et prestations d'assurance sociale privée	p	29,7	31,6	31,7	32,5	33,1	34,3	3,7
Primes nettes de services d'assurance dommages (affaires directes)	q	42,1	42,4	42,6	43,3	44,6	45,8	2,8
Indemnités d'assurance dommages (affaires directes)	r	42,7	42,9	42,0	43,0	45,5	46,0	1,1
Formation brute de capital fixe	s	1,8	2,6	2,4	3,2	2,6	3,0	13,0
<b>Capacité/besoin de financement</b>	<b>t</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,4</b>	<b>4,6</b>	<b>1,3</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,9</b>	<b>///</b>
<b>Ratios (en %)</b>								
Taux de valeur ajoutée	c/a	25,1	22,0	23,0	22,7	19,3	20,0	///
Part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée brute	d1/c	61,3	68,5	63,4	66,1	77,8	77,4	///

Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.